



## **Les Cahiers d'Outre-Mer**

Revue de géographie de Bordeaux

**257 | Janvier-Mars 2012**

**Enjeux et moyens d'une foresterie paysanne contractualisée**

---

# **La Gestion Contractualisée des Forêts en pays Betsiléo et Tanala (Madagascar) : un dispositif dissymétrique**

**Chantal Blanc-Pamard**

---



### **Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/com/6483>

DOI : 10.4000/com.6483

ISSN : 1961-8603

### **Éditeur**

Presses universitaires de Bordeaux

### **Édition imprimée**

Date de publication : 1 janvier 2012

Pagination : 47-83

ISBN : 978-2-86781-789-2

ISSN : 0373-5834

### **Référence électronique**

Chantal Blanc-Pamard, « La Gestion Contractualisée des Forêts en pays Betsiléo et Tanala (Madagascar) : un dispositif dissymétrique », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 257 | Janvier-Mars 2012, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/6483> ; DOI : 10.4000/com.6483

---

## **La Gestion Contractualisée des Forêts en pays Betsiléo et Tanala (Madagascar) : un dispositif dissymétrique**

Chantal BLANC-PAMARD<sup>1</sup>

Les politiques malgaches de conservation de la biodiversité se sont renouvelées depuis les années 1990 par une intégration localisée des modes de gouvernance de l'accès aux ressources (Maldidier, 2001 ; Aubert, 2002 ; Ramamonjisoa, 2004). La contractualisation locale se traduit par la requalification de territoires de conservation, sur des espaces réglementés voués à la protection de la biodiversité, et pour ce faire, de savoirs et de pratiques. La mise en politique des questions d'environnement pose la question de la nature des savoirs mobilisés pour construire les dispositifs environnementaux (normes, conceptions, instruments et procédures) et de l'appropriation de ceux-ci par les acteurs. Il s'agit en effet de rendre opérationnelles des configurations socio-spatiales porteuses d'une conservation de la biodiversité.

Les politiques environnementales se caractérisent par deux types d'injonctions. La première, une injonction à délimiter, se traduit à l'échelle de Madagascar, par une politique territoriale qui entraîne des réglementations portant à la fois sur des espaces physiques mais aussi sur les droits d'usage, d'accès, de commercialisation. Les enjeux et conflits qui en résultent se situent dans un mouvement global d'enclosure de la biodiversité qui provoque un changement d'un accès dit libre des ressources communes par les acteurs locaux à une confiscation ou à une gestion contractualisée locale. À l'échelle régionale, l'exemple de la province de Fianarantsoa montre à quel point la réalité biologique du « corridor forestier » génère une multitude de formes de gestion de la ressource forestière en même temps que ce corridor devient un élément au service du politique pour capter des financements (Marcus et

---

<sup>1</sup> Géographe, Directeur de Recherche CNRS, UMR 194 EHESS/IRD CEAF, 96 Bd Raspail, 75006 Paris ; mël : cbp@ehess.fr

Kull, 1999). La seconde injonction porte sur la participation (Blanc-Pamard et Fauroux, 2004). Sollicitée depuis les années 1980, puis imposée depuis, la participation est surtout celle des acteurs locaux au sein de dispositifs qui sont favorables à ce mode de fonctionnement, notamment les contrats de Transferts de Gestion des Ressources Naturelles Renouvelables (TGRNR<sup>2</sup>), « au bénéfice » des acteurs regroupés dans une COMMUNAUTÉ locale de BASE (ou COBA<sup>3</sup>).

De plus, dans la continuité du Plan National d'Action Environnementale (PNAE) mis en place dans les années 1990, le MAP (Madagascar Action Plan) fait de l'environnement un des huit engagements sur la période 2007-2012. La politique de transfert de gestion accompagne celle des Nouvelles Aires Protégées avec un double challenge de conservation et de développement. Depuis que Madagascar s'est engagé en 2005 à réduire la pauvreté dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), on note un changement de priorité. Alors que la politique environnementale a été mise en place avec pour objectif la conservation de la biodiversité et donc une gestion durable des forêts, de plus en plus la question de l'environnement est mise au service de la lutte contre la pauvreté dans une orientation économique accentuée. La gestion durable, qui était un objectif, est devenue un moyen pour relever le défi de la pauvreté.

Notre recherche porte sur les processus de recomposition et de reconfiguration des territoires liés à la création d'espaces forestiers à gestion communautaire mis en place par les transferts de gestion dans un objectif de conservation de la biodiversité<sup>4</sup>. Les arrangements et agencements de territoires, de pouvoirs et de savoirs produits par un nouveau mode de gestion local font apparaître des décalages entre les objectifs et ce qui se passe réellement.

---

2 Deux études présentent un bilan des transferts de gestion, dix ans après leur mise en place : l'une à l'échelle nationale, (Montagne *et al.*, 2007), basée sur un rapport de 2005, l'autre (Hockley et Andriamarivololona, 2007) s'appuyant sur les corridors de Fandriana-Vondrozo et d'Ankeniheny-Zahamena à l'interface des hautes terres centrales et du versant oriental de l'île, dans sa partie centrale et centre-sud.

3 La COMMUNAUTÉ de BASE est un groupe volontaire d'individus unis par les mêmes intérêts et obéissant à des règles de vie commune. Elle regroupe selon le cas les habitants d'un hameau, d'un village ou d'un groupe de villages.

4 Chercheuse associée à l'UR 168 (Dynamiques environnementales entre forêt, agriculture et biodiversité) de l'IRD, j'ai mené mes recherches dans le cadre du programme GEREM avec Hervé Rakoto Ramiarantsoa et en collaboration avec trois géographes : Dolys Andriantseheno, Philippe Philibert Ramanandratsiory et Bruno Ramarorazana. Le programme GEREM (Gestion des Espaces Ruraux et Environnement à Madagascar) concerne la partie nord du corridor forestier de Fianarantsoa, en pays Betsileo, dans la commune rurale d'Androy, sur le versant ouest, et en pays Tanala, sur le versant est, dans la commune rurale de Tolongoïna. Ce programme a été conduit en partenariat entre l'IRD et le CNRE (Centre National de Recherches sur l'Environnement) de 2003 à 2007. Voir l'ouvrage collectif : Serpantié G., Rasolofoharinoro, Carrière S., eds., 2007.

Dans cet article, l'accent est mis sur la dissymétrie, voire l'asymétrie, des contrats de transfert de gestion à différents niveaux : la constitution des Cobs et de leur bureau, le plan d'aménagement et le dispositif territorial, l'articulation entre conservation et développement, etc. Il y a même une asymétrie de l'information dans la mesure où la même information n'est pas partagée par tous et, même si c'était le cas, la même information ne serait pas perçue de la même manière. L'information n'est donc pas également partagée comme le montre l'exemple du terme de transfert. La traduction malgache de l'expression «transfert de gestion» par *famindram-pitantana* porte à confusion car il est interprété par les membres de la Cobs comme un renouveau de leurs droits perdus sur les ressources forestières. Le terme *mitantana* est attribué à quelqu'un qui a les pouvoirs sur quelque chose ou sur des personnes. «Tromperie» (*fitaka*) est le terme qui traduit l'attitude des paysans vis-à-vis de la fermeture de leur forêt :

La forêt qui nous est interdite, c'était notre vie. C'est une tromperie.

Le transfert de gestion mobilise des savoirs, des moyens, des zonages qui apparemment leur échappent. On peut se demander si développeurs et populations locales parlent d'une même réalité en évoquant l'alternative de conservation de la biodiversité.

## 1 – Les dispositifs territoriaux de gestion environnementale

La décennie 1990 a vu le développement de l'approche corridor forestier (corridor biologique ou écologique) lors de réunions internationales sur les questions d'environnement, en raison du constat du morcellement ou de la fragmentation qui menace les écosystèmes forestiers. Le «corridor», un nouveau concept de gestion a été créé et mis en place à différentes échelles dans les pays du Nord et les pays du Sud. Le concept de corridor dans le contexte de Madagascar a été proposé en avril 1995 pendant l'Atelier Scientifique sur la « Définition des Priorités de Conservation de la Diversité Biologique à Madagascar<sup>5</sup> » (Rakotosamimanana et Ganzhorn, 1995). Le vestige du massif forestier en bordure orientale des Hautes Terres est désormais appelé « corridor ». Il intègre le corridor forestier de Fianarantsoa ou corridor RAI (Ranomafana-Andringitra-Ivohibe) entre le Parc National de Ranomafana au nord et la Réserve Spéciale du Pic d'Ivohibe en passant par le Parc National d'Andringitra (fig. 1), identifié comme ayant un intérêt biologique exceptionnel et reconnu comme prioritaire en termes de préservation (Freudenberger and Freudenberger, 2002 ; Carrière-Buchenschutz, 2006).

---

<sup>5</sup> Madagascar a procédé à la ratification de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) en 1995 et est devenue partie contractante en 1996.

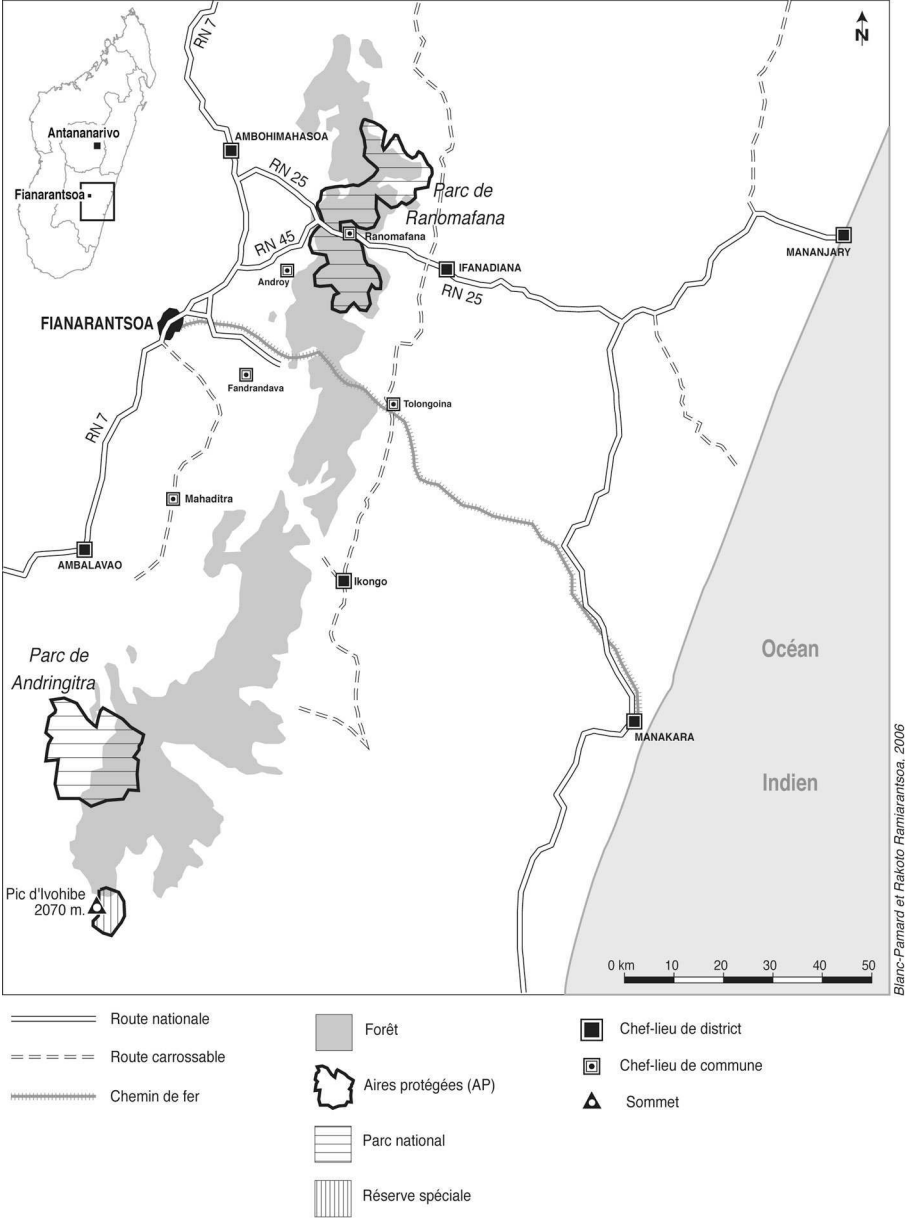


Figure 1 – Le corridor forestier Ranomafana-Andringitra-Ivohibe (RAI)

Depuis qu'il a accédé au statut de corridor, en 1995, le massif forestier est devenu un archipel de territoires de conservation à différentes échelles et niveaux d'organisation reliés entre eux : Aires Protégées (ou AP) et TGRNR (Gelose : GEstion LOcale SÉcurisée et GCF : Gestion Contractualisée des Forêts). Ces différents territoires, formant un réseau qui se déploie dans le corridor et sur ses marges, s'inscrivent dans la construction d'« un Système d'Aires Protégées à Madagascar à partir de la base<sup>6</sup> » (Borrini-Feyrabend et Dudley, 2005).

Avec la Nouvelle Politique Forestière de 1997, dont découlent tous les programmes touchant à la préservation des ressources forestières du pays, la Loi 96-025 Gelose et l'adoption du Décret de 2001 relatif à la mise en œuvre de la Gestion Contractualisée des Forêts (GCF) constituent les fondements de la participation effective des COmmunautés de BAse (Coba) à la gestion des ressources forestières. La loi Gelose, comme la GCF, consiste à transférer aux COBA la gestion de certaines ressources naturelles qui sont comprises dans leur terroir. Ces cadres juridique et institutionnel mis en place à la fin des années 1990 veulent résoudre les problèmes engendrés et/ou non résolus par les politiques environnementales antérieures (Bertrand *et al.*, 2006). La Gelose et la GCF constituent des arrangements institutionnels de régulation et de délégation de droits d'usage au niveau local dans un objectif de gestion durable des ressources naturelles. Les contrats de TGRNR<sup>7</sup> qui initient ce mode de gestion local sont mis en place par différents partenaires (internationaux, nationaux) ou opérateurs environnementaux : *World Wildlife Fund* (WWF), *Conservation International*, *Landscape Development Interventions* (ERI, ex-LDI<sup>8</sup>), programme Dette Nature, SAGE (Service d'appui à la gestion de l'environnement).

---

6 « Madagascar est en train de développer son système d'aires protégées selon l'article 8a de la Convention sur la Diversité Biologique et selon la définition d'aire protégée de l'UICN. L'objectif est maintenant de mettre en place un système d'aires protégées plutôt que de créer des sites protégés particuliers ou de mettre en défens une superficie spécifique... et de développer un système d'AP flexible, faisable et efficace ».

7 Environ 500 transferts de gestion des ressources naturelles aux communautés locales ont été effectués. Ce sont les transferts de gestion de ressources forestières qui dominent, que ce soit en nombre ou en surfaces transférées, soit 178 000 ha de forêts (*Rapport PE 3*, mai 2005).

8 Le programme LDI (*Landscape Development Interventions*) a fonctionné de juin 1998 à décembre 2003. Il est devenu PTE (Programme de Transition Ecorégionale) en 2004 puis ERI (*Eco-Regional Initiatives*) à partir de fin 2004 pour une durée de 5 ans.

Notre recherche a été conduite sur quatre territoires ruraux (Ambendrana, Amindrabe, Andrambovato, Tatamaly) inscrits dans des processus de requalification et de reconfiguration territoriales qui impliquent l'application des procédures de la Gestion Contractualisée des Forêts pour le transfert de gestion (fig. 2).

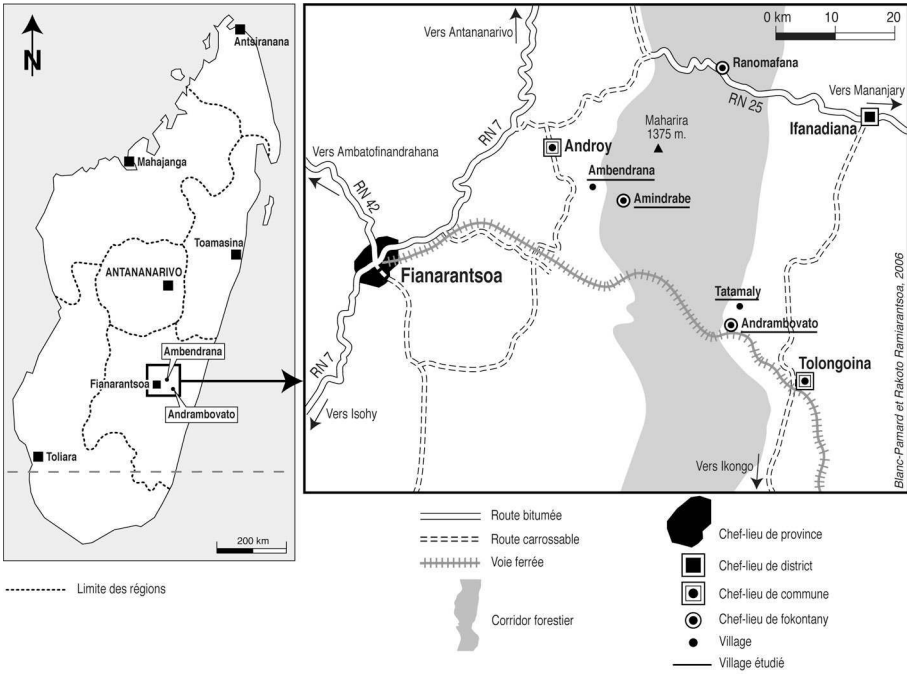


Figure 2 – Carte de localisation des 4 territoires ruraux

L'analyse a porté sur les réactions paysannes à la contractualisation de la forêt, et aux interdictions et restrictions d'usage qui en découlent. Il s'agit de comprendre comment et sous quelle forme des acteurs (une communauté rurale) reçoivent un dispositif de gestion de leur territoire et comment ils se l'approprient (ou non) et quelles en sont les conséquences sociales et les bénéfices annoncés (économiques, fonciers, etc.). La zone d'étude est un élément du territoire réticulaire du corridor. Située dans sa partie nord, elle couvre un rectangle de 30 km de large (O-E) sur 40 km de long (N-S) et prend en compte les versants ouest et est du corridor ; le Parc National de Ranomafana PNR, créé en 1991, y occupe une partie importante (fig. 3).

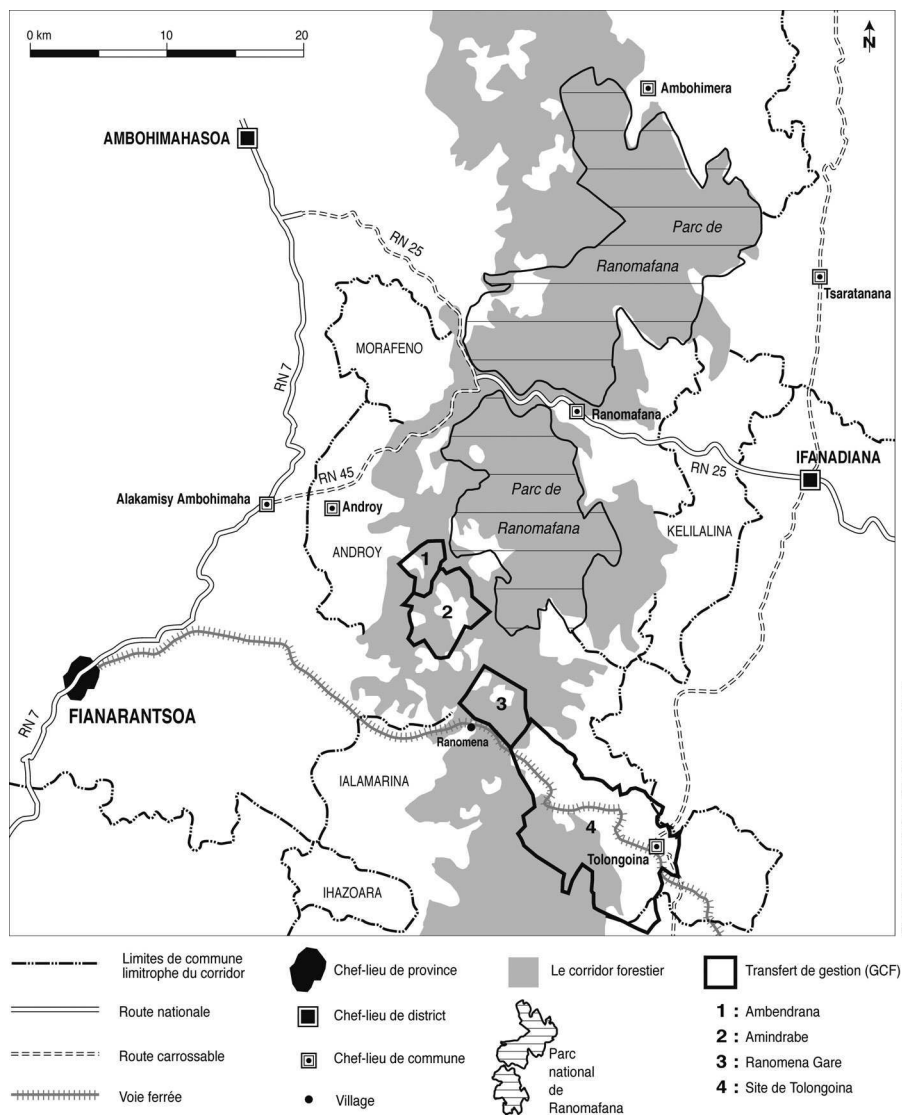


Figure 3 – Le nord du corridor forestier



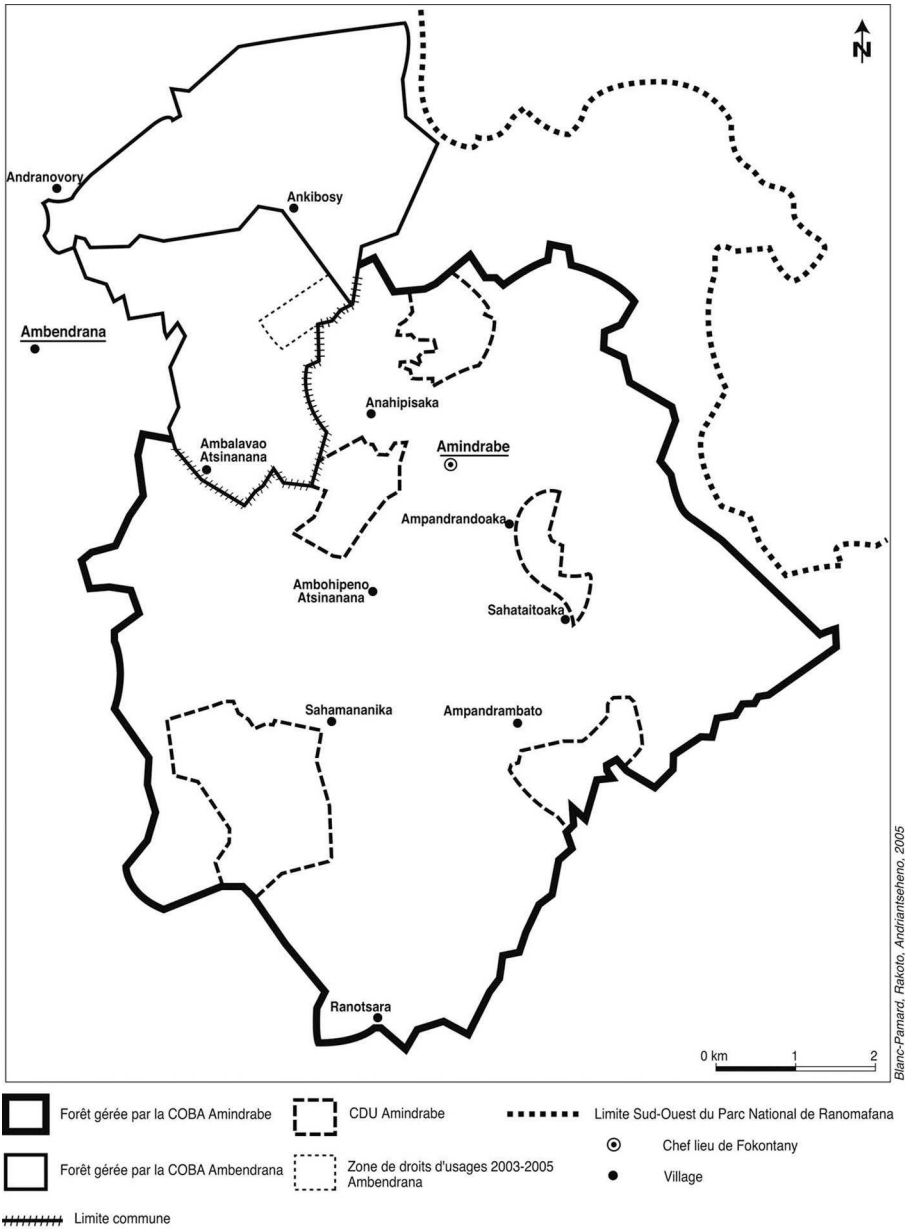


Figure 4 – Les deux zonages des forêts mitoyennes (GCF) gérées par les Cobra d’Ambendrana et d’Amindrabe

En pays Betsileo, dans la commune rurale d'Androy, deux villages, Ambendrana et Amindrabe, localisés dans la zone périphérique du Parc National de Ranomafana, sont chacun des sites de GCF mitoyennes (fig. 4), l'une à l'échelle du terroir d'Ambendrana, en lisière de forêt et l'autre à celle du *fokontany*<sup>9</sup> d'Amindrabe en forêt (Blanc-Pamard et Ralaivita, 2004 ; Blanc-Pamard, Rakoto Ramiarantsoa et Andriantseho, 2005). Ces deux GCF ont pour partenaire ERI (ex-LDI).

En pays Tanala, les deux villages étudiés (Andrambovato et Tatamaly) sont le lieu de GCF dans la commune rurale de Tolongoina (fig. 5) où un programme Dette Nature a démarré en 1997 dans la réserve forestière de Tolongoina, (Blanc-Pamard et Rakoto Ramiarantsoa, 2006).

Le programme Dette Nature est un programme forestier de WWF Madagascar. Il intègre deux projets, le projet CAF (Cadre d'Appui Forestier) et le projet APN (Agent de Protection de la Nature). Les deux projets opèrent ensemble comme un seul projet au niveau du terrain. On peut lire que :

Le choix des sites a été fondé sur l'état de la forêt et son niveau de dégradation, l'accès, et l'intérêt des communautés locales pour la conservation ainsi que la gestion des ressources forestières.

Le programme Dette Nature - Projet CAF-APN - utilise l'approche terroir villageois comme unité du plan d'aménagement et par conséquent de la gestion de la forêt, le terroir étant défini :

comme l'espace à l'intérieur duquel vit une communauté obéissant à des règles sociales communes et ayant les mêmes intérêts. La communauté y tire l'essentiel de ses ressources. Il peut contenir un hameau, un village ou un groupe de villages<sup>10</sup>.

Le terme « terroir traditionnel » est présent dans les textes de présentation de l'approche CAF pour souligner combien la communauté « aura » à la fois une « fierté » et un « intérêt » à conserver la forêt de son terroir, en s'en sentant « redevenue maîtresse ». C'est cependant le terme de « terroir villageois » qui est utilisé pour mieux traduire le transfert de droits de gestion aux communautés, chaque village devant conserver une portion de forêt dans son terroir. Le terroir est ici un outil de gestion de la nature ; il est instrumentalisé car reconnu comme un espace d'intervention qui a une légitimité et est fonctionnel (Agrawal et Gibson, 1999).

---

<sup>9</sup> Unité administrative qui correspond aux village et groupe de hameaux.

<sup>10</sup> Définition dans « Guide d'un plan d'aménagement et de gestion simplifié » établi en 1993 par le Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts.

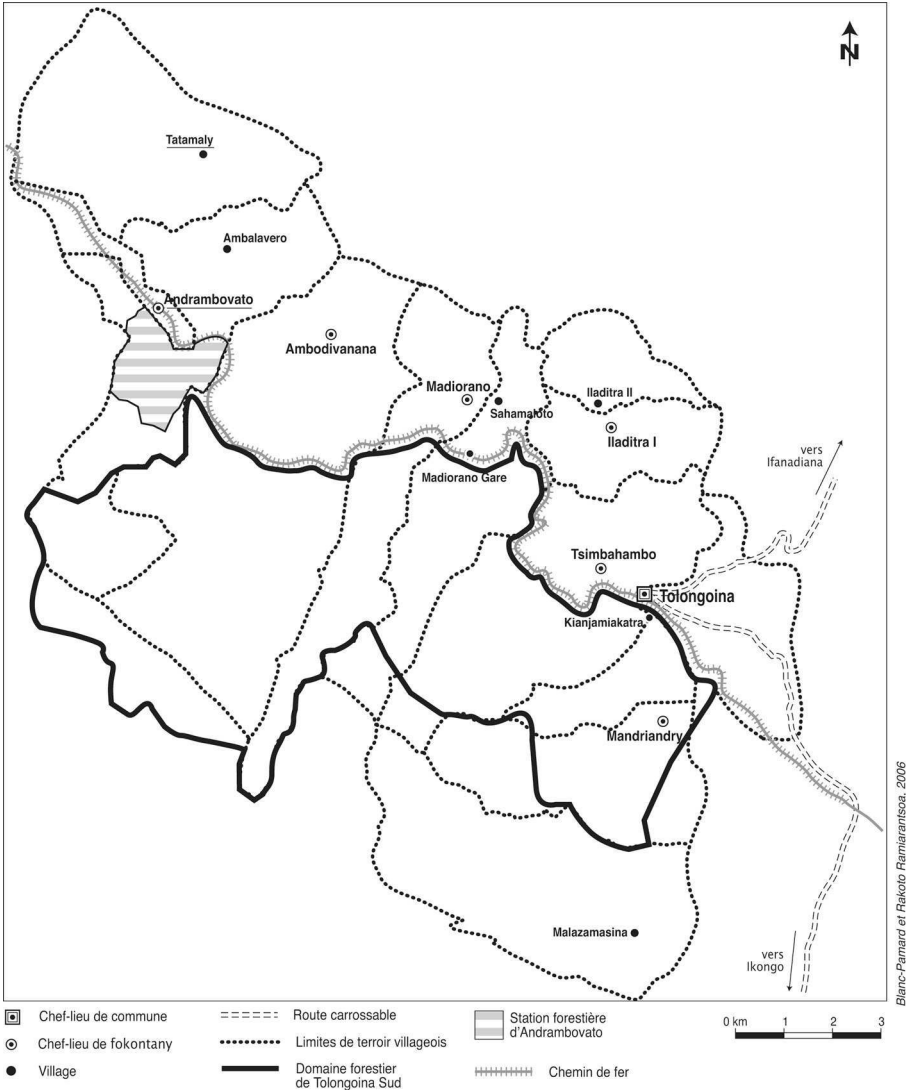


Figure 5 – Le site de Tolongoina : les 13 terroirs villageois

Ce nouveau mode de gestion s'inscrit dans un territoire dont la définition et les dimensions changent suivant les transferts. Les GCF d'Ambendrana et d'Amindrabe présentent deux agencements différents dans la gestion de la nature, une portion de forêt pour la première, des morceaux de forêts à l'échelle du *fokontany* pour la seconde. Pour l'approche CAF, le transfert de gestion se définit dans le cadre d'un plan d'aménagement circonscrit dans un terroir villageois. Treize terroirs villageois, disposés pour la plupart de part et d'autre de la ligne de chemin de fer Fianarantsoa Côte Est (FCE),

sont concernés par le transfert de gestion, soit sept des quinze *fokontany* de la commune rurale de Tolongoina (fig. 5). L'ensemble forme un rectangle de direction N-O/S-E d'environ 17 km de long sur 11 à 4 km de large et s'inscrit dans le maillage de 27 transferts de gestion réalisés depuis 2001 sur le versant est du corridor.

Les territoires définis doivent concourir au maintien ou à la restauration des qualités biologiques de la forêt tropicale d'altitude à laquelle ils appartiennent. Ils sont le théâtre de mesures de restriction (usage, accès, production, commercialisation) et constituent un outil de gestion de la biodiversité dévolu à la communauté de base dont l'efficacité est appréciée dans le temps. L'Article 8 du document qui enregistre, pour chaque GCF, le contrat de transfert de gestion définit les engagements des membres de la Cobra :

Tout membre de la Cobra est responsable de la gestion, de l'utilisation, de la protection et de la surveillance des forêts et de leurs produits sur le site défini par le plan d'aménagement.

## **2 – Conservation de la biodiversité : un processus de reclassement territorial**

Le classement de catégories d'espaces reconnus comme pertinents pour la conservation des ressources naturelles entraîne une redéfinition territoriale qui se superpose à (ou remplace) d'autres formes d'appropriation territoriale. C'est pourquoi ce processus de réaménagement territorial entraîne une nouvelle perception, un nouveau classement des usages passés, et un réagencement des groupes qui les développent et des relations sociales qui encadraient ces usages. Des dispositifs accompagnent ces nouveaux territoires, les formes d'organisation et les usages dans le sens de la conservation de la biodiversité, avec la création de normes, règles et droits d'accès aux territoires. La définition des normes d'écologisation entraîne une désappropriation ou une appropriation territoriale. Le dispositif GCF constitue un territoire de conservation par zonage, l'exploitation de la forêt devant s'effectuer conformément à un plan d'aménagement qui fixe le volume annuel de prélèvement et le zonage des unités (zone de conservation où est interdite toute exploitation et zone de droits d'usage dont une zone de droits d'usage actuel pour une durée de 3 ans où la population locale exerce ses droits d'utilisation quotidienne de produits forestiers). Dans la zone de production, l'exploitation à but commercial est autorisée selon certaines prescriptions réunies dans le plan d'aménagement et inscrites dans le cahier des charges. Notre étude de 4 sites de GCF informe cette grille de lecture des reconfigurations socio-spatiales.

## a – Sur le versant ouest

Pour les deux GCF dans la zone périphérique du Parc National de Ranomafana, sur le versant ouest du corridor, l'inventaire, la délimitation et le zonage des espaces à protéger ont défini deux territoires mitoyens en forêt, l'un de 5 212 ha, l'autre de 1 496 ha (tabl. 1).

GCF	zone de conservation	zone de droits d'usage	Total
Ambendrana	846	650,00	1 496,00
Amindrabe	3 396	1 103,66	5 212,66

**Tableau 1 – Le zonage des GCF Ambendrana et Amindrabe  
(superficie en hectares)**

- *Ambendrana* : un site GCF en forêt sur une partie du *fokontany* (fig. 6)

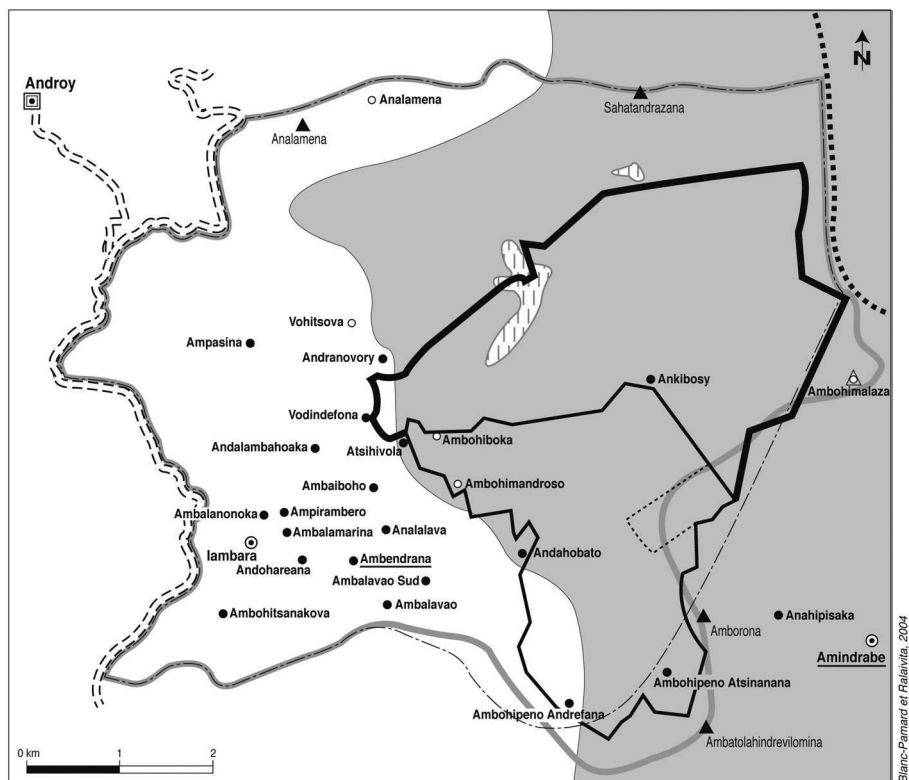
Le zonage y est incohérent dans la mesure où la délimitation ne prend pas en compte la qualité des ressources forestières et ne répond pas aux impératifs écologiques affichés. D'une part, la zone de conservation coïncide en partie avec la forêt incendiée (*sanginafo*, c'est-à-dire soumise à des incendies volontaires). D'autre part, la zone de droits d'usage concerne une forêt « intacte » alors que c'est la partie la plus « intacte » qui doit constituer le noyau dur de la conservation.

- *Amindrabe* : un site GCF en forêt sur la totalité du *fokontany* (fig. 7)

Le *fokontany* étant complètement en forêt, les limites du périmètre concordent pratiquement avec celles de ce dernier. Les cinq blocs de CDU (cantonnement droits d'usage) sont répartis sur le territoire, en raison de la dispersion de l'habitat, ce qui permet aux principaux villages de disposer des ressources forestières dans un rayon convenable. Cette distribution est d'autant plus appropriée que la proximité du Parc National de Ranomafana, au nord-est et à l'est, ferme l'accès à la forêt et à ses usages locaux. Sur la carte du zonage, dans les cinq zones de droits d'usage, il n'est fait aucune mention de la superficie et de la localisation des zones de droits d'usage actuels (2003-2005) qui sont pourtant mentionnées dans le contrat. C'est un oubli qui rend peu crédible aux yeux des paysans la gestion de leur forêt et qui introduit une différence entre ce qui a été annoncé et la réalité :

ce n'est pas un plan d'aménagement de la forêt mais seulement une délimitation.

L'interférence du dispositif avec les formes d'organisation sociales et territoriales déjà en place est source de contradictions et de conflits. Une distorsion entre le foncier local et le foncier formel caractérise les deux GCF. Dans la mesure où le programme GCF correspond à une volonté politique



Blanc-Parnard et Ralavita, 2004

Route carrossable

Limite Sud-Ouest du Parc National de Ranomafana

Limite de fokontany

Limite du territoire ancestral (faritany)

Chef-lieu de commune rurale

Chef-lieu de fokontany

Village

Centre colonial d'organisation de l'exploitation aurifère

Zone de conservation

Zone de droits d'usages

Zone de droits d'usages 2003-2005

Savane incluse

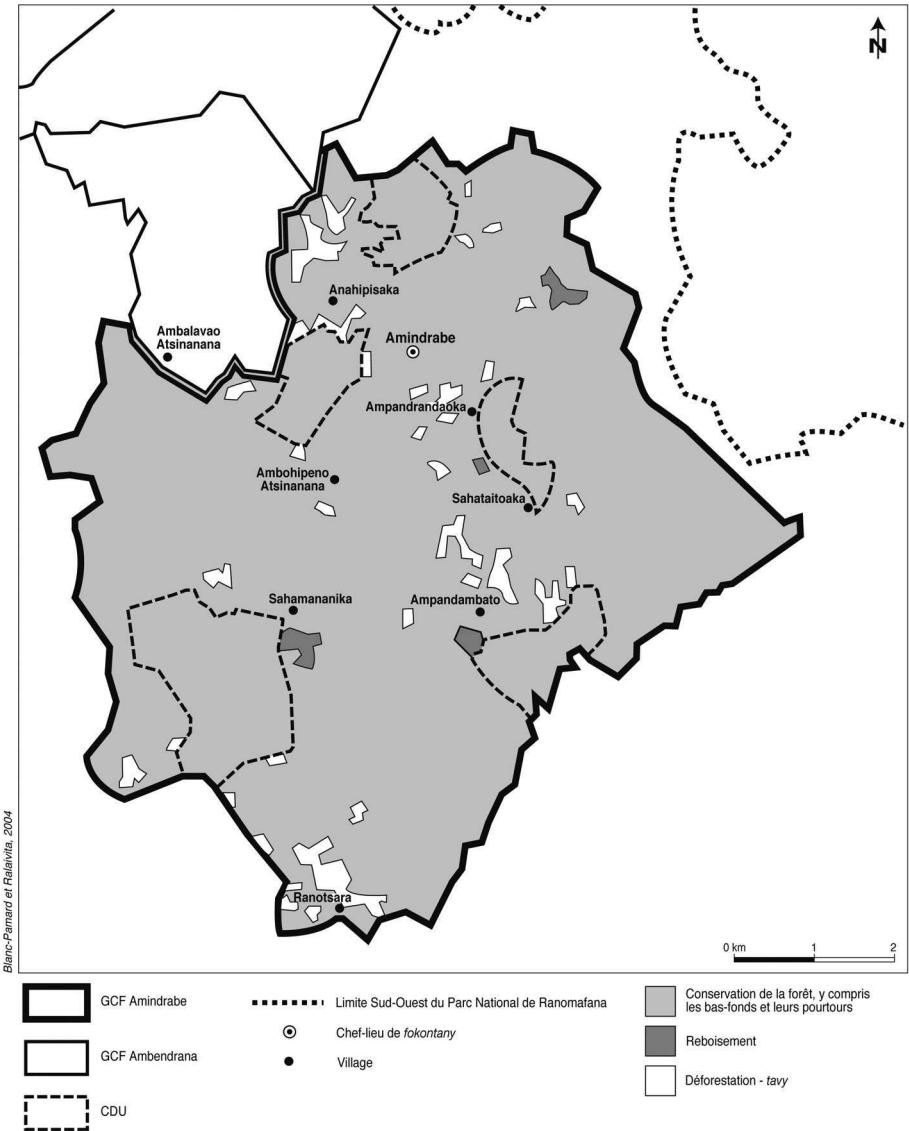
Forêt

Vohitsa, sommet, colline

Un zonage en trois parties :

- une zone de conservation de 846 ha.
- une réserve de droits d'usages de 650 ha.
- une zone de droits d'usages actuels (exploitation de bois de construction et de bois d'outils) de 47 ha. pour une durée de 3 ans (2003-2005) qui est une partie (7 %) de la réserve de droits d'usages. Au terme de cette période, une autre zone sera autorisée.

Figure 6 – Le zonage de la forêt gérée par la Cobra d'Ambendrana



La superficie totale du périmètre forestier est de 5212,66 ha, soit les trois-quarts du territoire du fokontany d'Amindrabé, répartie entre zone de conservation (3396 ha) et zone de droits d'usage (1816,66 ha). La zone de droits d'usage (CDU, Cantonnement Droits d'Usage) représente 21 % du périmètre forestier contre 43 % dans la GCF d'Andrendrana.

Figure 7 – Le zonage de la forêt gérée par la Coda d'Amindrabé

de mettre en œuvre un dispositif institutionnel et technique qui se surimpose aux trames existantes, une distorsion entre le foncier local et le foncier formel est inévitable. La figure 8 rend compte de ce décalage sur les territoires d'Ambendrana et d'Amindrabe. Elle montre une organisation du foncier local par groupe de descendants et par bassin versant. En revanche, le foncier formel se surimpose et crée des distorsions entre territoires écologiques et territoires sociaux, entre accès des différents groupes aux ressources forestières, et même entre les deux GCF. L'interférence des territoires de conservation avec les formes d'organisation sociale et territoriale en place crée une situation conflictuelle.

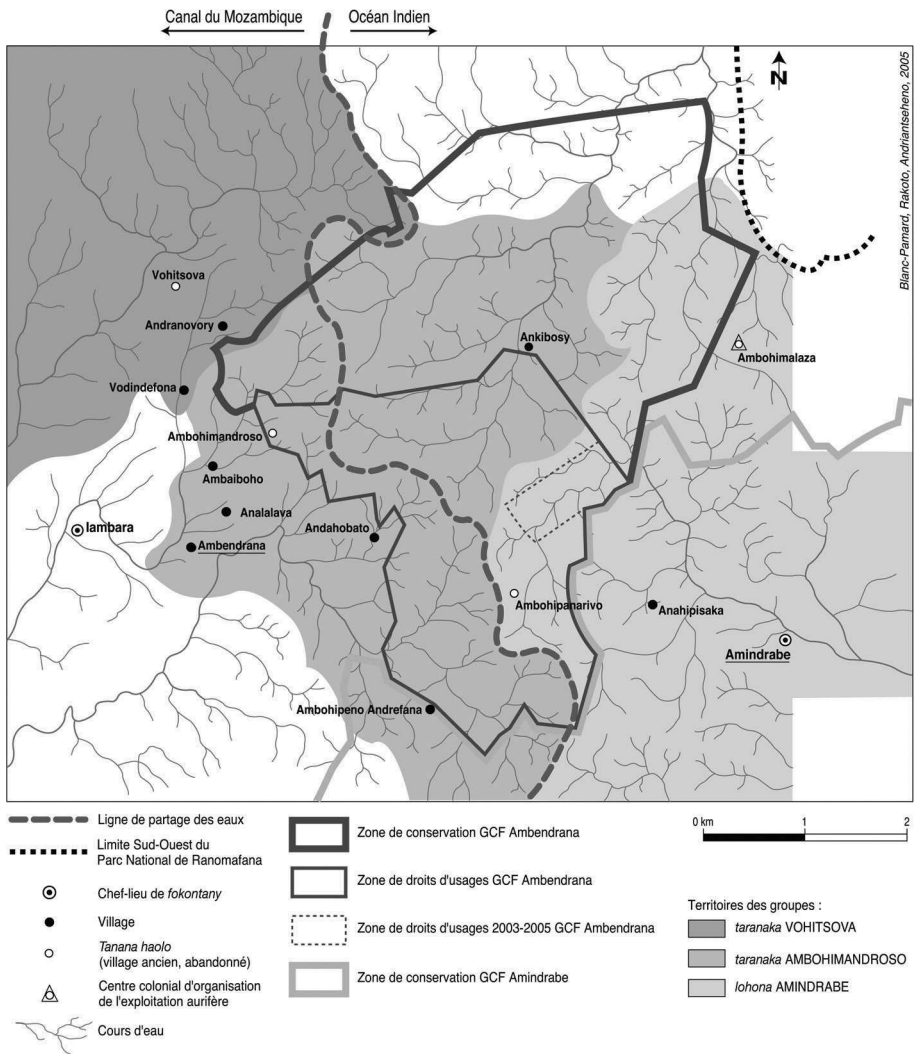


Figure 8 – Foncier local et foncier formel sur les territoires d'Ambendrana et d'Amindrabe



La situation foncière dans les *fokontany* d'Ambendrana et d'Amindrabe révèle des enjeux radicalement différents. Dans le premier cas, à Ambendrana, s'observe un contrôle des terres qui se renforce au profit des groupes (*ankohonana*) fondateurs du village, et plus précisément au bénéfice des deux les plus puissants. Leur pouvoir se situe dans une logique de filiation et de résidence. On pourrait les qualifier de «frères voisins» tant la solidité de la gestion des terres repose sur la capacité de contrôle horizontal, de quadrillage social. Les leaders investissent toutes les instances, formelles ou informelles, présentes au village : *fokonolona*, église catholique, école, Cobra...

Dans le second cas, à Amindrabe, prévaut une stratégie d'occupation des terres. Amindrabe est investie par des lignées territoriales, selon une logique de quadrillage territorial. Des «frères éclatés», en concurrence selon leur lignée d'appartenance, se préoccupent d'humaniser un milieu déjà marqué de leurs droits. L'aménagement fait appel à une force de travail collective (*haona*, compagnie) que maîtrise la lignée sans pour autant rechercher une alliance avec les autres groupes car le patrimoine foncier, en cours de constitution, n'est pas encore à partager.

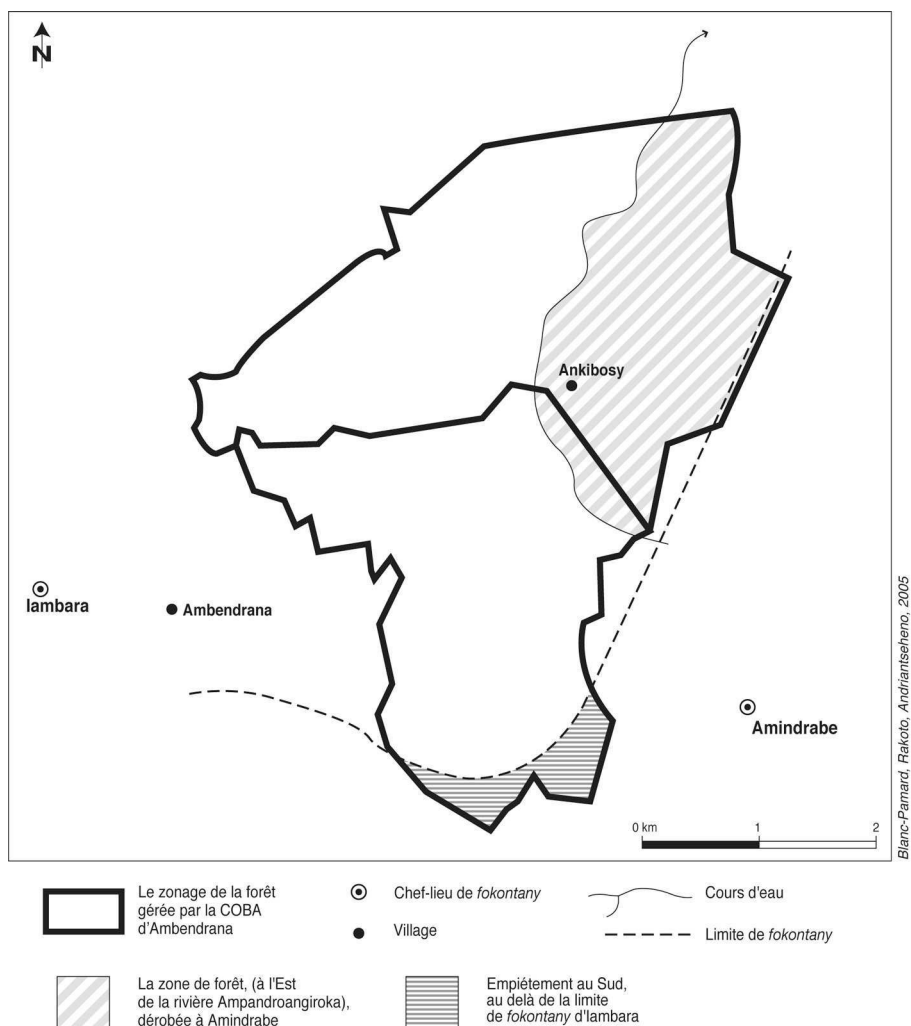
Les deux logiques différentes sont liées à des profondeurs historiques inégales que confirment les généalogies : huit générations à Ambendrana, trois à Amindrabe, soit une logique d'enracinement pour l'un, et une logique de territorialisation pour l'autre.

L'analyse des fonctionnements socio-spatiaux dans les deux villages montre comment la gestion de la biodiversité est source de conflits car en gommant le foncier local et l'antériorité des droits des communautés, elle suscite une instrumentalisation des nouvelles règles foncières. Les conflits sont de deux ordres.

- D'une part, les délimitations proposées au nom d'une gestion durable produisent un territoire inintelligible, voire illisible, que ce soit d'un point de vue écologique ou social. En effet, en réglementant les espaces à protéger et l'accès aux ressources, la contractualisation occulte le foncier local. Or les limites patrimoniales (*faritany*, littéralement limite-de-terre) ne sont pas visibles dans le paysage ou sont perceptibles des seules communautés locales ; ce n'est pas le cas des limites récentes qui bornent le PNR ou les forêts contractualisées des GCF, identifiables aux marques de peinture rouge et aux numéros de même couleur sur le tronc des arbres. Les paysans grattent ces marques pour effacer les limites et la police des forêts doit contrôler ces marques.

- Les « erreurs » de zonage sont une autre source de conflits. Les membres de la Cobra Amindrabe ont été victimes d'une spoliation lors de la délimitation du périmètre de la GCF d'Ambendrana. Toute la partie nord-ouest de « leur »

forêt leur a été dérobée, de même qu'une partie au sud-ouest (fig. 9). Les membres de la Coba d'Ambendrana reconnaissent d'ailleurs que le zonage du plan d'aménagement de la forêt n'est pas exempt d'«erreurs», notamment l'annexion de la partie ouest du territoire d'Amindrabe. En fait, cette spoliation de terres apparaît être une stratégie affirmée d' « exclusion », pratiquée de longue date et avec assurance par Ambendrana.



Blanc-Pamard, Rakoto, Andrianisefano, 2005

Figure 9 – Les “erreurs” de zonage dans la forêt gérée par la Coba d'Ambendrana

Un autre problème concerne la localisation des différentes zones. Pour la GCF Ambendrana (fig. 8), la zone de droits d’usage actuels (2003-2005), est en partie comprise dans le territoire du groupe de descendance (*taranaka*) d’Ambohimandroso, ce qui revient quasiment à en interdire l’accès au groupe de descendance (*taranaka*) de Vohitsova, l’autre grand groupe historique du village. Par ailleurs, cette zone d’une superficie de 47 ha se trouve, en limite est, sur le territoire du groupe de descendance (*lohona*) d’Amindrabe. Cette localisation excentrée n’encourage pas le respect des prélèvements en même temps qu’elle rend difficile le contrôle des populations riveraines du *fokontany* voisin.

**b – Versant est**

Les deux GCF étudiées sont deux des treize transferts encadrés par le projet CAF dans la commune rurale de Tolongoïna. Elles sont inscrites dans des terroirs villageois qui ont « retrouvé » leurs forêts inscrites dans le domaine forestier de Tolongoïna (délimité entre 1944 et 1946) et administré par le service des Eaux et Forêts.

Le tableau 2 indique le zonage dans les deux terroirs villageois du *fokontany* d’Andrambovato.

Zones (superficies en hectares)	Andrambovato	Tatamaly
Conservation	13, 055	185, 932
Production	0,000	282,779
CDU	14, 702	31,787
Réhabilitation et culture	73, 922	671, 666
Total Terroir Villageois	101, 679	1 172, 164

**Tableau 2 – Le zonage des 2 terroirs villageois du *fokontany* d’Andrambovato**

*\* Le terroir villageois de Tatamaly : les frontières du territoire redessinées par la GCF*

La figure 10 présente les territoires des trois *tranobe* qui sont organisés d’amont en aval sur 400 m de dénivelé par rapport à la rivière Tatamaly. Quatre *vohitra* (sommets ou collines) - 1, 2, 3, 4 - délimitent les territoires selon des tracés perpendiculaires au cours de la Tatamaly. Au N-O, on note une distorsion entre la limite du territoire traditionnel et celle du nouveau terroir villageois. Le gain du haut versant de la rivière Tatamaly est particulièrement profitable pour certains habitants avec comme limite la ligne de crête qui est aussi celle du *fokontany*. Les deux autres limites n’ont pas une telle flexibilité avec au nord la rivière Tolongoïna et, au sud, la limite avec Ambalavero. Cette

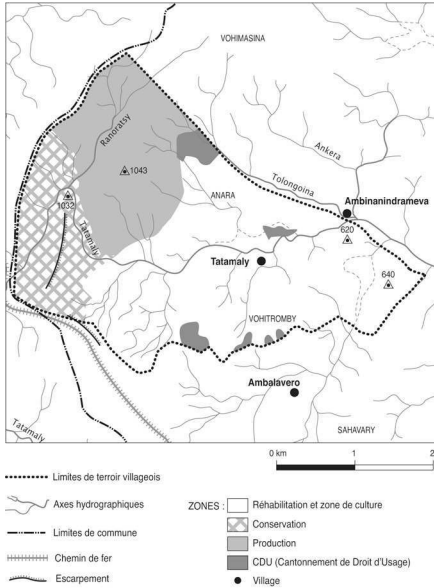


Figure 10a - Le terroir villageois de Tatamaly : le zonage de la GCF

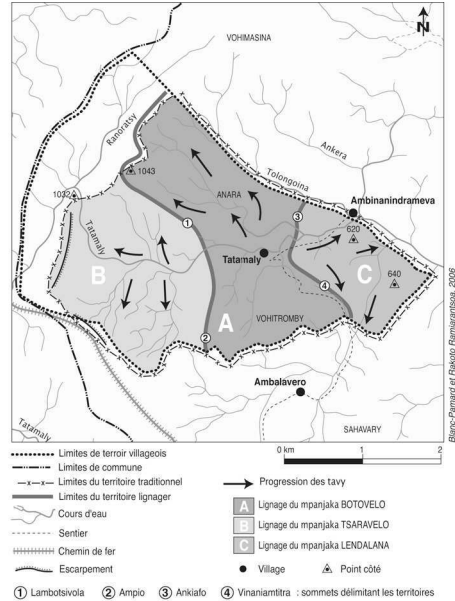


Figure 10b - Les trois territoires lignagers de Tatamaly

## Figure 10 – Tatamaly : territoire traditionnel et terroir villageois : une distorsion

extension du terroir profite en effet aux deux *tranobe*<sup>11</sup> A et B, proches du nouveau territoire. Cependant alors que le *tranobe* B, situé en amont de la rivière Tatamaly, était « propriétaire » de la source, la nouvelle configuration favorise le *tranobe* A pour l'accès à la ressource que constitue le haut bassin de la rivière Tatamaly. Quant au lignage C en aval, son territoire est périphérique par rapport aux enjeux de maîtrise du territoire. Pour Tatamaly, l'intérêt est avant tout foncier, la GCF ayant permis une extension du territoire sous couvert du terroir villageois. On constate une progression des abattis-brûlis, en sauts de puce, à partir des écarts situés en dessous de la forêt, à l'intérieur de la zone de production. Les défricheurs qui sont montrés du doigt sont les habitants d'Andrambovato : « des immigrants qui ne respectent pas les règles ». Pour le *tranobe* C que l'ancestralité exclut de toute légitimité forestière, il ne s'agit que d'une adhésion de façade.

\* *Le terroir villageois d'Andrambovato : une construction tronquée*

Andrambovato est un village d'étrangers (*vahiny*) dont l'histoire est liée celle du chemin de fer FCE en 1926 : des Betsileo, en majorité venus

<sup>11</sup> Un *tranobe* est un groupe social d'origine familiale, mais intégrant des alliances autres que matrimoniales ; l'appartenance à un *tranobe* est un indicateur de l'identité sociale de tout individu.

pour la construction, et que des Sihanaka, Antemoro et Bara ont rejoints. Ce terroir n'avait pas de limites traditionnelles et c'est grâce à la mise en place du projet CAF-APN, fondé sur la notion de terroir villageois comme unité d'aménagement, qu'Andrambovato, dont les terres s'étendent le long de la voie ferrée, a pu les faire enregistrer comme terroir sur une très petite superficie, d'une centaine d'hectares, en accord avec le village voisin d'Ambalavero qui lui a cédé une portion de forêt.

La zone de conservation et la zone CDU ne représentent respectivement que 12,8 et 14,4 % de la superficie totale du terroir (101,679 ha). Par ailleurs, le terroir villageois ne comporte pas de zone de production, ce qui signifie l'absence de ressources financières par l'exploitation du bois.

La carte du zonage GCF légitime le territoire d'Andrambovato. Le document signe une reconnaissance sociale, ce qui explique l'adhésion entière d'Andrambovato au transfert de gestion. Pour ce bon élève du transfert de gestion, la stratégie est offensive. L'enjeu a consisté en une reconnaissance officielle au-delà des structures traditionnelles de l'installation sur le territoire. C'est chose faite avec la GCF et l'attribution d'un terroir villageois. Cette légitimation ouvre d'autres perspectives économiques qui lui permettront d'accroître son ancrage territorial.

Il apparaît à la lecture de ces quatre GCF que la conservation recherchée de la biodiversité fragilise les conditions de sa protection en créant une territorialité conflictuelle. Ces transferts de gestion posent comme les autres dispositifs environnementaux la question de leur appropriation locale. Le dispositif génère un changement dans les rapports aux ressources naturelles et à la forêt mais l'interrogation demeure quant à l'incitation pour les acteurs locaux à changer leurs rapports aux ressources. C'est pour cette raison qu'il est prévu que le dispositif repose sur une phase d'information/sensibilisation et un processus participatif afin qu'il soit ré-appropriable localement par les usagers. Le processus d'apprentissage passe par un désapprentissage et, pour ce faire, il est prévu une phase où le réglementaire s'accorde avec le participatif et en retour le participatif apporte du réglementaire. Cela n'a pas fonctionné : les membres des Coba ont proposé de réexaminer des réglementations (zonage, pare-feu, manches d'*angady*, pêche, calendrier, amendes, etc.), mais n'ont pas été suivis.

Pour Hockley et Andriamarovolona (2007), le malentendu tient à un problème de représentation qui repose sur le profond décalage entre le « contrat oral » pendant la phase de sensibilisation et le contrat officiel signé par les membres des Coba (tabl. 3). Le délai entre les « deux » contrats, plus ou moins long, handicape le dispositif. Pendant la sensibilisation, les acteurs

sont invités à débattre de l'acceptabilité écologique, économique, sociale et institutionnelle du transfert de gestion puis à la signature du contrat, ils prennent conscience que les interdictions concernent la gestion de « leur » forêt désormais sous surveillance. Ils réalisent très vite par la suite qu'ils sont livrés à eux-mêmes dans leur apprentissage d'une nouvelle gestion des ressources naturelles renouvelables. N.J. Hockley et M.M. Andriamarovolona dénoncent des « *asynchronies of power and information during contract negotiation* » qui conduisent les opérateurs extérieurs à promettre, pour emporter l'adhésion, une assistance qui ne suit pas.

GCF	Information/ sensibilisation	Préparation de la demande de transfert	Officialisation du transfert (signature)
Amindrabe	Juin 2001	Septembre 2002	18/12/2003
Ambendrana	Mars 2002	Mai 2002	28/01/2003
Andrambovato	1999	Juin 2003	10/07/2008
Tatamaly	1999	Juin 2003	10/07/2008

**Tableau 3 – Délai entre le « contrat oral » pendant la phase de sensibilisation et le contrat officiel signé par les membres des Cobra**

En instaurant une nouvelle territorialité, le transfert de gestion reconfigure et réévalue l'usage des ressources. Cela s'accompagne de postures inégales des acteurs. Les jeux du pouvoir passent par la légitimité qu'accorde le transfert. Les groupes gagnants sont ceux auxquels l'engagement dans le transfert de gestion accorde une plus grande autonomie de la gestion de leur territoire. Par contre, le transfert déstabilise ceux qui contrôlaient le territoire et qui se trouvent désormais concurrencés par des groupes extérieurs ou qui doivent faire face en leur sein même à des stratégies constatées d'appropriation foncière. On est bien dans une situation où un projet confronté à une situation sociale et territoriale génère une dynamique de légitimation/dé-légitimation.

Par ailleurs, le dispositif reposant sur un processus participatif, il est difficile pour les groupes reconnus comme pauvres en territoires et en pouvoirs de développer des stratégies afin d'améliorer la situation de leur groupe en s'appropriant du prestige et donc de la richesse par le biais des transferts de gestion (Fauroux, 2006). La GCF est un transfert de compétence et non de propriété. L'absence de sécurisation foncière active une consolidation des patrimoines fonciers, le contrôle du territoire ayant pour finalité le maintien d'un ordre social. Ces transferts conduisent ainsi à des inégalités socio-spatiales qui sont à l'échelle locale particulièrement sensibles et qui n'œuvrent pas dans le sens d'un développement durable.

### 3 – Les transferts de gestion à la lecture des cartes

La figure 3 rend compte de différents dispositifs GCF sur les versants ouest et est du corridor. La superficie du territoire en gestion, la part de la forêt, la qualification de tout le terroir ou d'une partie du terroir, la correspondance ou non entre le terroir villageois et le territoire à conserver sont des caractères qu'il est intéressant de comparer. C'est ainsi que pour les différents dispositifs, étudiés sur les versants ouest et est, une échelle commune au 1/200 000 a été retenue et les figures 11a et 11b en rendent compte.

Une première différence entre les bordures ouest et est du corridor réside dans la disposition des territoires de TGRNR. Dans la commune rurale de Tolongoina, la configuration est jointive : treize terroirs voisins sont disposés, pour la plupart, de part et d'autre de la ligne de chemin de fer Fianarantsoa-Côte Est. Sur le versant ouest, la mitoyenneté observée à Ambendrana-Amindrabe est plus rare. Les territoires sont dispersés, justifiant l'expression « archipel de territoires de conservation ».

Une deuxième différence réside dans la taille des territoires objets du transfert. Ainsi le périmètre forestier d'Amindrabe est presque quatre fois plus étendu que celui d'Ambendrana. Quant à celui de Tatamaly, il est 5 fois plus petit que celui d'Ambendrana. Andrambovato se caractérise par une superficie de seulement 25 ha.

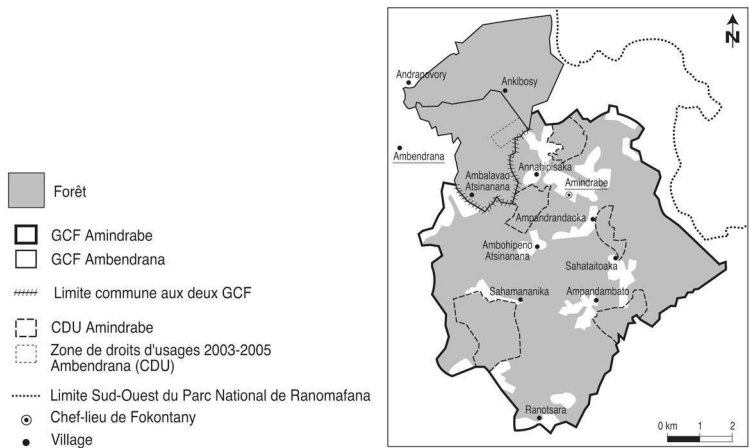
Par ailleurs, la localisation des forêts diffère selon les territoires. La forêt est omniprésente à Amindrabe, excepté dans les clairières aux alentours des villages. À Ambendrana, elle est éloignée d'Ambendrana comme des autres villages : seuls quelques écarts et/ou hameaux se trouvent dans la zone forestière. Sur le versant oriental, à Tatamaly, le bloc forestier est éloigné du village mais pas des écarts et les îlots forestiers (zone de CDU) sont tous en position sommitale d'interfluve, dispersés entre les lieux d'habitation.

On a une politique environnementale à support territorial qui, dans sa mise en œuvre, est finalement très peu territoriale et donc peu cohérente.

### 4 – Les acteurs en présence

La composante sociale des transferts de gestion est un autre aspect des transferts de gestion analysé de deux points de vue : la Coba et la représentativité de son bureau d'une part, le réagencement ou non des pouvoirs d'autre part.

Les deux zonages GCF mitoyennes d'Ambendrana et d'Amindrabe



Le site CAP/APN de Tolongoïna

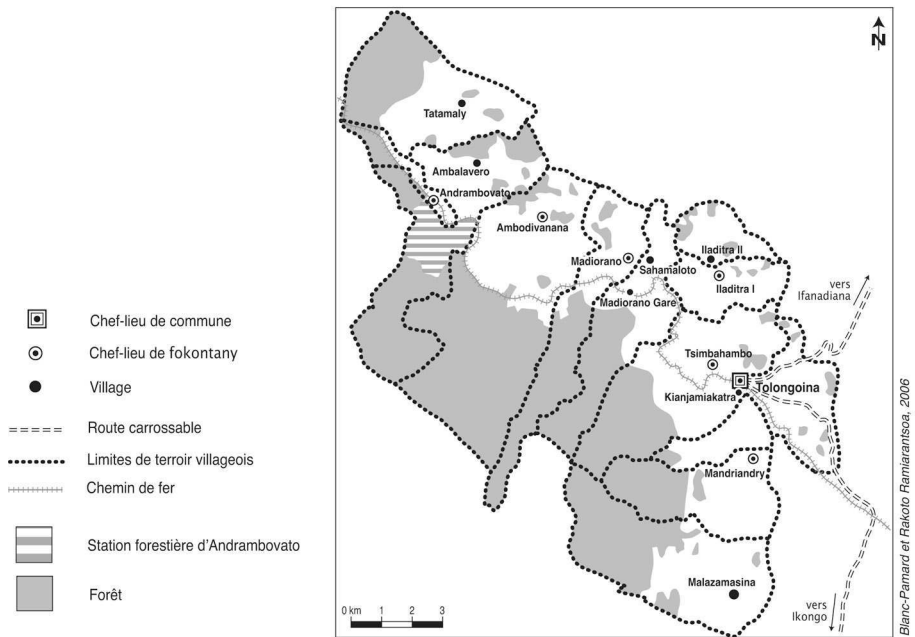
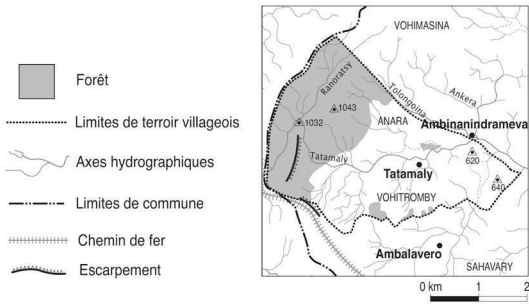


Figure 11a – Le dispositif GCF : la place de la forêt dans les territoires de conservation de la biodiversité



Le terroir villageois de Tatamaly : le zonage de la GCF



Les deux zonages GCF mitoyennes d'Ambendrana et d'Amindrabe

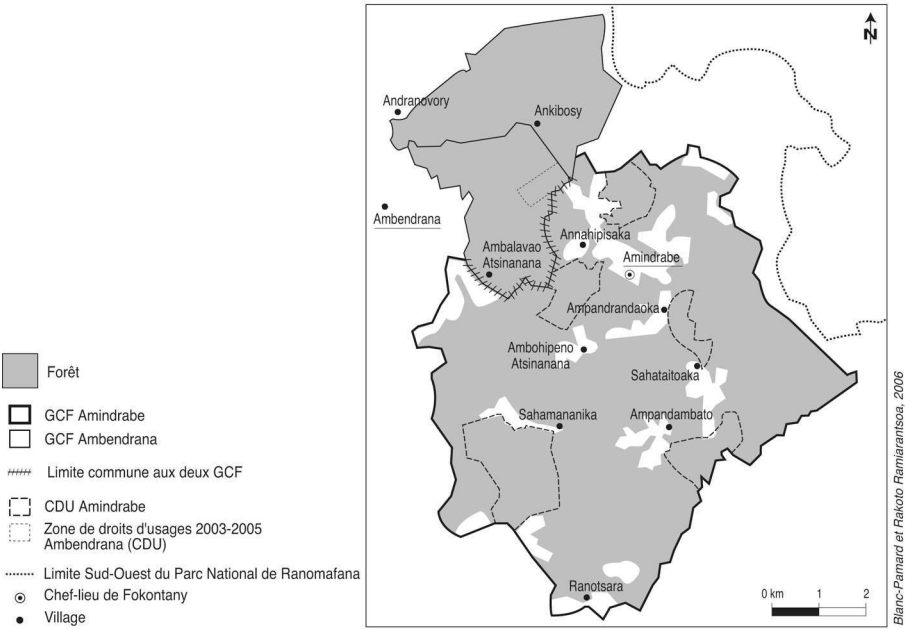


Figure 11b – Le dispositif GCF : la place de la forêt dans les 3 GCF

Parmi les critères de base pour les structures de gouvernance, sont mentionnés la représentativité des membres du bureau<sup>12</sup> ainsi que leur niveau de compétence ou de capacité de gestion aussi bien organisationnelle,

<sup>12</sup> COGE = COmité de GEstion

financière que technique. Une autre recommandation est de s'assurer que les Cobra représentent vraiment les intérêts de la population locale et des groupes qui dépendent le plus des ressources du site GCF.

#### a – Le bureau de la Cobra

La structure du bureau de la Cobra est la suivante : un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier, des conseillers (4) et des commissaires aux comptes (2). Le bureau est élu par les membres de la Cobra. L'étude de la composition des bureaux permet de repérer si le transfert de gestion entraîne un investissement d'étrangers à la communauté villageoise ou bien renforce la structure de pouvoir en place. Dans les deux cas, le dispositif est dissymétrique et des tensions naissent entre ces pouvoirs : étrangers contre groupes autochtones, groupe fort contre groupes socialement moins bien situés, ce qui ne fait que consolider une structure hiérarchique inégalitaire.

##### \* GCF Ambendrana

La Cobra "*Analasoa Ambohipanarivo*", littéralement "forêt-bonne à la-colline-riche" a son siège est à Ambendrana. Elle réunit 238 membres (dont 4 femmes) répartis entre 6 villages du *fokontany* d'Iambara (232 membres dont 27 à Ambendrana) et un village du *fokontany* d'Amindrabe (6 membres). Les membres de l'association sont ainsi répartis sur un territoire d'une dizaine de kilomètres d'Ouest en Est que seule une portion de forêt du *fokontany* d'Iambara en GCF réunit.

Le président du bureau est un étranger venu à Ambendrana en 2000 comme instituteur. Sur les 10 membres du bureau, 3 résident à Ambendrana : ce sont le président, le trésorier et un conseiller, ces deux derniers étant du même groupe. En plus des membres du bureau, 5 personnes ont une attribution précise au sein de commissions comme la mise en valeur et la gestion de la forêt, le contrôle de la forêt et de l'exploitation des champs et des *tavy*, la sensibilisation et la formation, le tourisme et l'accueil, le respect des *dina*<sup>13</sup> et de la sécurité. Le trésorier est également responsable de la commission «tourisme et accueil».

Dans la mesure où sont remises en cause les ressources du territoire et son contrôle désormais dévolu à la Cobra, on note avec ce premier exemple une division entre ceux qui sont membres de l'association et les autres :

---

<sup>13</sup> *Dina* = convention collective adoptée par l'assemblée de tous les hommes adultes d'un espace géographique bien délimité concernés par un problème commun.

Autrefois les forêts et leurs richesses étaient sans possesseur effectif mais appartenaient à tous. Aujourd'hui, elles appartiennent « aux Cobra<sup>14</sup> » qui en sont fiers et les autres sont jaloux.

L'hymne de la Cobra a été écrit par son premier président sur le thème « Protégeons, surveillons notre forêt ». Ce président a été contraint à la démission en décembre 2004 par les autres membres, tous autochtones, car il affichait la volonté de faire respecter les mesures. Il a été remplacé par le président de l'association des manches d'*angady*, ce qui est évidemment la meilleure solution pour contourner l'interdiction d'exploitation des arbres pour la fabrication des manches.

\* *GCF Amindrabe*

La Cobra *Analameva* (littéralement à-la-belle-forêt) dont le siège est à Amindrabe réunissait lors de la signature, en 2003, 149 membres habitant dans le *fokontany* auxquels se sont ajoutés de nouveaux membres résidant à l'extérieur du *fokontany* qui ont des terres dans le périmètre, soit 185 membres en 2004.

La composition du bureau est significative. En effet, outre le Président, un instituteur *vahiny* arrivé en 1998, les postes clefs du bureau (5 membres) sont tenus par les membres de deux groupes ou *ankohonana* (Rajoma et Randriamanjato). Le lien entre ces deux *ankohonana* est fait par le trésorier qui par son ascendance paternelle appartient à Randriamanjato et par son ascendance maternelle à Rajoma. Les membres du bureau sont des notables qui ont déjà assuré ou assurent des fonctions sociales et administratives. La composition du bureau par élection ne donne aucune représentation donc aucun pouvoir aux jeunes.

Dans les deux Cobra d'Ambendrana et d'Amindrabe, ce sont des lettrés ou alphabétisés qui sont membres du bureau, le plus souvent issus d'un même village ou d'un même *ankohonana*. Cette forme de micro-pouvoir local fait que les membres pensent que la GCF est affaire de lettrés qui, eux seuls, peuvent négocier avec les *vazaha*. D'après nos enquêtes, un grand nombre de villageois assimile GCF et/ou Cobra à LDI ou *vazaha*. Il n'est donc pas étonnant que des instituteurs «étrangers» à la zone en soient les présidents lors de la mise en place du transfert.

Sur le versant est, l'espace de vie est centré sur les écarts. Le site villageois collectif est déserté la plupart du temps alors que les écarts sont le lieu d'habitation d'un ou plusieurs ménages reliés par des liens de parenté, et le siège de l'exploitation. Cette configuration entre « village social » et

---

14 « Aux COBA », c'est-à-dire aux membres de l'association.

« écarts productifs » est une marque spécifique de l'occupation humaine. Au niveau des bassins versants, les villages qui se trouvent dans le lit majeur ou à proximité des vallées sont associés aux écarts proches des forêts et centrés sur une unité de production ou « mini-terroirs ». La politique environnementale se place du côté du village alors que l'exploitant est installé sur son écart, espace productif. Quand on sait que les villages sont vides la plus grande partie de l'année, la participation constitue ici un véritable challenge.

\* *La Cobra de Tatamaly*

La Cobra a pour nom *Fikambana Tantsaha Fitaratra Tatamaly*, soit TAFITA, signifiant réussite. Le président de la Cobra est le premier président. Il est le frère cadet du *mpanjaka*<sup>15</sup> Tsaravelo (*tranobe* B).

Membres du bureau de la Cobra	Tranobe
Président MA	B
Vice-président décédé	A
Secrétaire (président du <i>fokontany</i> )	A
Trésorier	A
Conseiller 1 ( <i>mpanjaka</i> Botovelo)	A
Conseiller 2 ( <i>mpanjaka</i> Lendalana)	C
Conseiller 3	A
Conseiller 4	A
Commissaire aux comptes 1	Dissident
Commissaire aux comptes 2	B

Tableau 4 – Composition de la Cobra de Tatamaly

Dans le bureau (tabl. 4), c'est le *tranobe* A qui est majoritaire, avec 6 postes sur 10. Le *tranobe* C a un seul membre au bureau. Ces deux *tranobe* sont représentés conformément à leur place dans le village. Un dissident<sup>16</sup> est commissaire aux comptes. Trois notables sont membres du bureau : le président du *fokontany* d'Andrambovato est secrétaire (il réside à Tatamaly), le *mpanjaka* Botovelo (*tranobe* A) et le *mpanjaka* Lendalana (*tranobe* C).

Le nombre de membres est de 108. Les ménages non membres, au nombre de 8, appartiennent en majorité au *tranobe* A (4) mais aussi au *tranobe* B (1) et au *tranobe* C (1). Deux dissidents sont dans le même cas.

<sup>15</sup> *Mpanjaka* : «roi» ; le *mpanjaka* dirige le *tranobe*, il est élu parmi les descendants en patrilinéarité du fondateur du groupe.

<sup>16</sup> Une dissidence liée à un conflit de succession dans le *tranobe* A.

Le président (*tranobe* B) n'était pas volontaire pour prendre cette responsabilité, mais il a été soutenu par les *raiamendreny* et élu car c'est un lettré. Instituteur depuis 2004 à l'EPC de Mahasoà, à 40 minutes de marche de Tatamaly, il est peu impliqué dans sa fonction.

Parmi les membres de la Coba sont désignés des membres du comité de surveillance qui perçoivent une rémunération pour chaque contravention dressée. Ils habitent de préférence dans des écarts à proximité de la forêt. Cinq des sept membres appartiennent au lignage A.

\* *La Coba d'Andrambovato*

Elle a pour nom *Fikambanan'Andrambovato Mitambatra* ou FIAMI et compte, en 2005, 69 membres. Le président actuel, un Betsileo, un *vahiny* (nouveau venu) est le deuxième président, l'ancien président étant toujours membre du bureau en tant que conseiller. Le bureau compte 5 membres. Il faut y ajouter les 3 surveillants (police de la forêt) qui font des rondes. Il n'y a aucun lien de parenté entre les membres du bureau, « ce qui est conforme aux statuts » précise le président mais est plutôt lié à la création du village en 1950, après la mise en service du chemin de fer.

Sur la représentativité dans la composition du bureau, la présidence est un premier indicateur : soit un lettré extérieur à la communauté, soit un membre d'un groupe fondateur. Quant aux membres, il y a à Tatamaly, par exemple, une surreprésentation de ce même groupe ce qui ne pose pas un problème dans la mesure où elle traduit le « partage » des droits d'accès et d'usage des ressources du territoire. C'est pourquoi il est difficile de vouloir instaurer une gestion partagée des ressources naturelles renouvelables, qui reste illusoire à Madagascar car les sociétés ne fonctionnent pas sur une base démocratique et participative (Blanc-Pamard et Fauroux, 2004). Dès janvier 2005, des bilans ont été menés par les différents opérateurs environnementaux afin de contribuer, dans le cadre du PE 3, au processus national d'évaluation des transferts de gestion des ressources naturelles. Le principal problème reste la conception de la gestion : sa mise en œuvre (avec la question de la durée de l'encadrement) et le suivi du transfert de gestion (*Rapport PE3*, 2005). Le constat est que :

les conflits sociaux et les problèmes de gouvernance au sein de la Coba sont souvent les plus grands obstacles à la gestion durable des ressources naturelles renouvelables, d'où un nécessaire accompagnement socio-organisationnel.

Ceci implique une prise en compte des enjeux autour des ressources, des règles d'accès et d'usage, et des « structures micro-locales du pouvoir » (Fauroux, 2006). Il faut se demander s'il est possible de mettre en place un contrat de gestion adapté pour chacune des communautés qui s'engagent dans

cette voie, c'est-à-dire d'inscrire le contrat dans les logiques du système afin d'éviter que le transfert n'entraîne, par une nouvelle définition du territoire, de l'accès et de l'usage des ressources, une rupture ou un renforcement dans l'organisation sociale.

D'autres dissymétries sont à noter. Tout d'abord la participation n'est que partielle car des acteurs, qualifiés de « tiers absents » (Maldidier, 2001), et dont le rôle est important, sont volontairement ou non extérieurs. Ce sont des agriculteurs, des exploitants forestiers, des commerçants... qui préfèrent poursuivre leurs activités en affichant une légalité et s'occuper eux-mêmes de leurs intérêts. La commune rurale est également absente dans la mesure où le contrat est bipartite entre la Coba et le service des Eaux et Forêts, la commune rurale n'étant pas, comme dans le transfert de gestion Gelose, un partenaire. Par ailleurs, le transfert de gestion GCF repose sur un contrat entre l'administration forestière et la communauté de base, or ce n'est pas entre ces deux partenaires de la « gestion locale des ressources naturelles renouvelables » que se nouent des conflits mais entre membres d'une même communauté (appartenant à des lignages différents), entre nouveaux venus et autochtones, entre communautés rurales voisines et même entre organismes d'appui et prestataires de services adoptant des dispositifs différents.

## **5 – Concilier conservation et développement**

Il s'agit de rendre compte d'une dissymétrie à différents niveaux : entre espaces productifs et espaces protégés, entre corridor et périphérie de celui-ci

Le système de gestion a été dès le départ présenté comme un mode alternatif de création institutionnelle pour concilier développement et conservation, dans lequel les acteurs tiennent le premier rôle (Weber, 1998). Il s'agissait de permettre à la gestion locale, en mettant un terme à l'accès libre, de donner aux ressources une valeur et d'assurer ainsi un financement, ceci afin que les communautés établissent un lien entre conservation et revenus. L'objectif du transfert de gestion, écrit dans le contrat, est :

d'améliorer le niveau de vie des villageois à travers une gestion améliorée et durable des forêts et des zones qui les entourent.

En fait, les réglementations environnementales corsètent les activités paysannes d'un faisceau de contraintes en termes d'usages, d'accès, de commercialisation. Il convient de se demander sur quelles bases et quels types de connaissances scientifiques, ces normes ont été formulées. En effet, comment peut-on dire aux communautés qui sont économiquement, socialement et culturellement tributaires des forêts, qu'elles n'ont plus le droit

de puiser dans les ressources forestières? Et dans ce cas, de quelle option alternative disposent-elles face à une disqualification de leurs pratiques et de leurs usages ?

Le « rapport sur le suivi des objectifs du Millénaire pour le développement à Madagascar » de septembre 2004 note pour l'objectif 7 que les défis à relever :

pour stopper la dégradation des forêts devront aller dans le sens de l'amélioration des revenus de la population riveraine des forêts.... La création d'activités génératrices de revenus qui se substitueront aux revenus liés à l'exploitation de la forêt

est un objectif affiché mais non réalisé dans nos zones d'études. On constate que, depuis l'intervention du programme, une privation des richesses locales et une paupérisation croissante caractérisent la majorité des populations du corridor. Autant par la perturbation de filières d'exploitations éprouvées des ressources naturelles par les populations locales, qu'avec la déception causée par l'absence des nouvelles rentrées d'argent prévues dans les transferts, les ménages adhérant aux Coda ne constatent pas d'amélioration économique de leur situation.

Ainsi à Ambendrana, l'artisanat des manches d'*angady*<sup>17</sup> donne un exemple des dérives d'une politique de conservation de la biodiversité, alors que le rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts (mai 2005) indique que :

là où les forêts jouent un rôle primordial en permettant aux populations de faire face à la pauvreté, les droits de ces dernières devraient être protégées en garantissant l'accès aux produits forestiers ligneux et non ligneux et en assurant la sécurité foncière dans ce contexte.

L'autorisation de fabrication des manches d'*angady* a été, lors de la signature du contrat, limitée pour un usage domestique à 6 manches par exploitant pendant trois ans dans la zone de droits d'usage. Cette activité rémunératrice est, depuis longtemps, très développée pendant la période de soudure, notamment d'octobre à mi-décembre à raison de 20 à 30 manches/artisan/semaine, car la vente d'un manche permet d'acheter du riz. Tous les hommes d'Ambendrana s'adonnent à cette production dont le bénéfice est important et attendu, la notoriété des forêts de cette région comme productrice de manches d'*angady* s'étendant à toute l'île. L'exploitation à usage commercial est désormais interdite car les normes d'exploitation forestière fixent le diamètre d'exploitabilité à 40 cm dhp (diamètre à hauteur de poitrine), et les agents forestiers lors de leur inventaire n'ont pas trouvé d'arbres de ce diamètre. Et pourtant l'exploitation continue en forêt où l'on voit des trouées

---

<sup>17</sup> Bêche à percussion lancée. Outil principal de l'agriculture malgache, celle-ci étant essentiellement manuelle.

signalant l'abattage des arbres. Le changement dans les pratiques concerne la fabrication des manches et la commercialisation. Les troncs des arbres sont transportés près du village où un atelier été installé pour le polissage et la finition. Pour la commercialisation, les vendeurs se sont organisés : les jours de marché, ils quittent ensemble le village vers 2 - 3 heures du matin et s'éclairent avec des torches en bambou. Il en est de même pour d'autres produits dont la commercialisation est interdite (paniers en bambou, écrevisses, etc.). À leur arrivée au marché, leur production est achetée en gros par des collecteurs de Fianarantsoa.

C'est ainsi que, loin d'être captifs des dispositifs réglementaires et loin de se laisser enfermer dans un système de contraintes (règles d'usage, d'accès, de production, de commercialisation), certains paysans, que nous qualifions d'éco-opportunistes, opèrent, soit individuellement soit le plus souvent dans le cadre de leur groupe, une relecture des réglementations afin de les ajuster pour les transformer en opportunité technique, économique et/ou foncière (Blanc-Pamard et Rakoto Ramiarantsoa, 2007).

Le double objectif de « développement rural durable et conservation » se traduit différemment sur les versants est et ouest du corridor. Sur le versant est, dans un secteur où le prestataire d'appui est le service des Eaux et Forêts, l'accompagnement par un encadrement agricole renforcé en compensation des restrictions sur les ressources forestières ne fait pas partie des axes d'intervention de ce dernier. Peut-être faut-il y voir l'une des raisons d'une mauvaise perception du transfert de gestion dans l'ensemble des terroirs villageois de notre zone d'étude car « depuis que la Coba est là, les gens ont faim ». En revanche, sur le versant ouest, le programme d'ERI a proposé des mesures d'accompagnement dès 2001 dans le cadre de l'association paysanne *Kolo Harena* (littéralement entretenir-richesse) visant à réduire la pression sur le corridor en améliorant la production agricole par une intensification agricole et en augmentant les revenus paysans avec le développement d'activités comme les cultures de contre-saison, l'arboriculture, la pisciculture ou encore l'apiculture.

Les paysans s'appauvrissent à cause des projets de conservation, ce qui constitue assurément un paradoxe. Et pourtant, les actions ponctuelles de développement n'ont cessé de se multiplier, mais elles n'ont pas transformé la tendance globale d'un processus de dégradation des revenus. Retenir les paysans en arrière de la forêt par des innovations débouchant sur une augmentation de leurs revenus n'est pas une stratégie fructueuse. En revanche, une autre activité a trouvé un écho plus favorable. C'est l'écotourisme considéré par la plupart des acteurs des politiques de développement comme permettant la conservation et la valorisation de la biodiversité, le développement local et celui



du secteur touristique, source de devises et d'emplois (Chaboud *et al.*, 2007). C'est ainsi que les villageois d'Andrambovato ont avec ceux d'Ambalavero déposé fin 2005 une demande de transfert de gestion de la station forestière d'Andrambovato qui a pour objectif l'écotourisme. Par cette action collective locale, ils entendent s'approprier cette activité et en récupérer les bénéfices.

« Assurer un environnement durable » est un des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) que précise la cible 9 « Intégrer les principes de développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales ». La GCF y participe à une échelle locale et avec un objectif à long terme, mais bien qu'adoptant un changement d'approche dans la gestion, elle fait de la forêt une ressource rare et fragile de la biodiversité. En revanche, du point de vue des acteurs locaux, la forêt est une ressource complémentaire indispensable dans le cadre du système de production et de l'organisation sociale. C'est une ressource qui ne se caractérise pas par sa rareté mais par sa place dans le système économique, social et territorial. Les paysans ne s'organisent pas par rapport à la rareté de la forêt et « quand il n'y en aura plus, ils aviseront ». Une logique de gestion patrimoniale imposée au niveau international et qui fait du corridor un bien public mondial est en contradiction flagrante avec la perception locale d'une ressource, héritage ancien et essentiel à la survie quotidienne : le *lova lovana*, le patrimoine hérité. « La forêt qui était leur richesse » leur a échappé en devenant corridor et enjeu national. Ces représentations différenciées entre acteurs posent la question d'un mode de gestion contractualisé et de son efficacité. Il est clair que c'est à l'échelle des territoires que l'« environnement durable » a été intégré dans les politiques, le local étant privilégié. Ce faisant, l'échelle locale est révélatrice des contradictions entre les dimensions écologique, sociale et économique du développement durable, dont l'articulation, primordiale, reste à trouver.

Le corridor est l'exemple d'une zone en marge des axes de développement sous divers plans, qui est devenue depuis le milieu des années 1990 une zone fortement convoitée pour ses potentialités écologiques, forestières et touristiques. De telles zones font l'objet d'une attention aiguë et d'un intérêt fort des organisations écologiques internationales qui les considèrent comme uniques et les propulsent au premier plan des débats mondiaux, au rang de bien public mondial. À l'échelle du pays Betsileo, les marges que constituait le massif forestier sur la bordure orientale des Hautes Terres dans l'ancien royaume du Lalangina, au contact du pays Tanala, sont désormais le cœur du pays au détriment du cœur historique, le royaume d'Isandra à l'ouest de la RN 7. Les politiques environnementales, en redessinant l'agencement du pays Betsileo, imposent une nouvelle trame pour l'aménagement de la région.

\*

La mise en place des contrats qui constituent une innovation est difficile et des expériences de contractualisation au Nord comme au Sud le montrent (Poissonnet *et al.*, 2006 ; Lavigne Delville, 2006). C'est pourquoi il faut s'attacher à analyser et comprendre les raisons des échecs et des succès. À Madagascar, le dispositif GCF a fonctionné quand il a pu donner un cadre légal aux pratiques locales « en articulant le global au local » (Rakoto Ramiarantsoa et Samyn, 2004). Au Cameroun, c'est l'échelle de temps qui est mise en avant, le transfert de gestion devant faire l'objet d'un suivi et se situer dans le temps long (Collas de Chatelperron, 2005). En France, les contrats territoriaux d'exploitation (CTE) ont été mis en place en 1999 comme instruments d'un développement durable des territoires ruraux. Ces contrats individuels devaient permettre de valoriser la multifonctionnalité de l'agriculture par un dispositif d'aide aux exploitants soutenant simultanément les fonctions économique, environnementale et sociale de leur activité, d'où une multiplicité des engagements de l'agriculteur. En 2003, suite à une évaluation des CTE concluant à un impact modeste en raison de la complexité du dispositif, ils ont été abandonnés et remplacés par les Contrats d'Agriculture Durable centrés sur la contribution de l'exploitation agricole à la préservation des ressources naturelles :

La difficulté du CTE a été d'inscrire le projet individuel de l'exploitant agricole dans un projet global de développement territorial négocié entre les différents acteurs... Le CTE a également souffert de l'absence d'une culture de la démocratie à l'échelle locale,

sont des réflexions du rapport d'évaluation de 2002 qui font écho à celles faites à Madagascar.

Le TGRNR est présenté comme « un des piliers du développement durable à Madagascar ». Il est vrai que l'objectif était de donner par la gestion contractuelle une place centrale aux populations locales en les impliquant dès le départ dans l'élaboration des objectifs de la conservation. Il s'agissait aussi d'établir un contrat dans lequel :

les gestionnaires de la conservation et les populations locales placent leurs relations sur une base d'égalité des parties et d'équilibre des droits et des obligations. (Weber, 1998).

Mais comment passer d'un modèle dissymétrique et imposé à un modèle de développement durable des territoires ruraux ? En fait, la territorialisation de l'action souligne de nombreuses interdépendances entre les acteurs qui devraient conduire à l'invention de nouveaux principes de coopération. Cela pose la question de qui sont les dépositaires de solutions. Ce sont bien les

acteurs locaux qui peuvent trouver les modes d'articulation les plus pertinents entre les multiples exigences, parfois contradictoires, auxquelles ils se trouvent soumis, de production, mais aussi de conservation de la biodiversité. La compréhension des mécanismes de recomposition des territoires, des pouvoirs et des savoirs contribue à une analyse nécessaire de la mise en œuvre des politiques environnementales, dans leur conception et leur application.

Face à ce dispositif délimité, réglementé, clos dont l'appropriation locale reste difficile, ne convient-il pas de réfléchir à un dispositif institutionnalisé mais inachevé permettant réajustement et réinvention pour anticiper ce à quoi il va falloir s'adapter (pour se l'approprier) ?

## Bibliographie

**Andriananja H. et Raharinirina V.**, 2004 - Quels enjeux pour la durabilité et la gouvernance des ressources naturelles et forestières à Madagascar ? *Mondes en développement*, vol. 32, n° 3, p. 91-99

**Agrawal A. et Gibson C.**, 1999 - Enchantment and disenchantment : the role of community in natural resource management. *World Development*, n° 27, p. 629-649

**Aubert S.**, 2002 - La gestion patrimoniale des ressources forestières à Madagascar : limites et perspectives d'une «révolution par le haut». In : Cormier-Salem M.C. et al., éd. - *Patrimonialiser la nature tropicale*. Paris : Éditions de l'IRD, Collection Colloques et séminaires, 467 p.

**Blanc-Pamard C. et Rakoto Ramiarantsoa H.**, 2003 - Madagascar : les enjeux environnementaux. In : Lesourd M., coord. - *L'Afrique*. Nantes : Éditions du Temps, 447 p.

**Blanc-Pamard C. et Fauroux E.**, 2004 - L'illusion participative. Exemples ouest-malgaches. *Autrepart*, n° 31, p. 3-19

**Blanc-Pamard C. et Ralaivita M.**, 2004 - *Ambendrana : un territoire d'entre-deux. Conversion et conservation de la forêt (corridor betsileo, Madagascar)*. Paris : GEREM IRD-CNRE, CNRS-EHESS CEAF, UR 100, 86 p. et annexes

**Blanc-Pamard C., Rakoto Ramiarantsoa H. et Andriantseheno D.**, 2005 - *Foncier et territoires entre pouvoirs locaux et politiques publiques environnementales. Pratiques, acteurs, enjeux (corridor betsileo, Madagascar)*. Paris, Poitiers : GEREM IRD-CNRE, CNRS-EHESS CEAF, ICOTEM Université de Poitiers, UR 168, 166 p. et annexes

**Blanc-Pamard C. et Rakoto Ramiarantsoa H.**, 2006 - *La légitimité en questions. Recompositions territoriales et politiques environnementales. Pratiques, acteurs, enjeux (corridor betsileo-tanala, Madagascar)*. Paris,

Poitiers : GEREM IRD-CNRE, CNRS-EHESS CEAF, ICOTEM Université de Poitiers, UR 168, 161 p. et annexes

—, 2007 - Normes environnementales, transferts de gestion et recompositions territoriales en pays Betsileo (Madagascar). La gestion contractualisée des forêts. *Natures Sciences Sociétés*, n° 15, p. 253-268

**Borrini-Feyerabend G. et Dudley N.**, 2005 - *Les Aires Protégées à Madagascar : bâtir le système à partir de la base*. Gland : WCPA, CEESP, UICN, 51 p.

**Collas de Chatelperron P.**, 2005 - Gestion participative des forêts de production au Cameroun. *Bois et Forêts des tropiques*, Nogent-sur-Marne, n° 1, p. 51-63

**Carrière-Buchsenchutz S.**, 2006 - L'urgence d'une confirmation par la science du rôle écologique du corridor forestier de Fianarantsoa. *Études Rurales*, Paris, n° 178, p. 181-196

**Chaboud Ch., Froger G., Meral Ph.**, 2007 - *Madagascar face aux enjeux du développement durable. Des politiques environnementales à l'action collective locale*. Paris : Karthala, Économie et développement, 312 p.

**Fauroux E.**, 2006 - De l'optimisme technologique à l'optimisme « participatif » : les métamorphoses du discours des spécialistes du développement à travers des exemples malgaches. In : Baré J.-F., dir. - *Paroles d'experts : études sur la pensée institutionnelle du développement*. Paris: Karthala.

**Hockley N.J. et Andriamarovolona M.M.**, 2007 - *The economics of community forest management in Madagascar : is there a free lunch ? An analysis of Transfert de Gestion*. Tananarive: USAID, 81 p.

**Lavigne Delville Ph.**, 2006 - Conditions pour une gestion décentralisée des ressources naturelles. Entre 'community failures', 'market failures' et 'state failures', construire de nouveaux 'communs'. In : Bertrand A., Karsenty A. et Montagne R., eds. - *L'État et la gestion locale durable des forêts en Afrique francophone et à Madagascar*. Paris : Cirad - L'Harmattan, p.143-162.

**Malidier C.**, 2001 - 1996-2000 : *La Gelose a quatre ans. La décentralisation de la gestion des ressources renouvelables à Madagascar. Les premiers enseignements sur les processus en cours et les méthodes d'intervention*. Rapport multigraphié. Antananarivo : Gelose, 140 p.

**McConnell W.J. et Sweeney S.P.**, 2005 - Challenges of Forest Gouvernance in Madagascar. *The Geographical Journal*, vol. 171, n° 2, p. 223-238

**Marcus R.R. et Kull C.A., eds.**, 1999 - The politics of conservation in Madagascar. *African Studies Quarterly*, vol. 3, n° 2.

**Montagne P., Razanamaharo Z. et Cooke A., eds.**, 2007 - *Le transfert de gestion à Madagascar, dix ans d'efforts : Tanteza (tontanana mba hateza : gestion durable)*. Montpellier, CIRAD

PE 3, Rapport, 2005. *Évaluation et perspectives des Transferts de Gestion des Ressources Naturelles Renouvelables TGRNR*. Antananarivo : Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MinEnvEF), Programme Environnemental.

**Poissonnet M., Parmantier A., Wyngaarde B., Bifane E., Demento J. et Lescuyer G.**, 2006 - Espoirs et difficultés du transfert de la gestion forestière à deux communautés de Guyane et du Cameroun. *Bois et Forêts des Tropiques*, Nogent-sur-Marne, n° 289, p. 5-16.

**Raik D.B. et Decker D.J.**, 2007 - A Multisector Framework for Assessing Community-Based Forest Management: Lessons from Madagascar. *Ecology and Society*, vol. 12, n° 1.

**Rakoto Ramiarantsoa H. et Samyn J.-M.**, 2004 - Arrimer le local et le global, ou le développement durable pour qui ? L'exemple de la gestion contractualisée de la forêt de Merikanjaka. *Mondes en développement*, vol. 32, n° 127, p. 91-99.

**Ramamonjisoa B.**, 2004 - Origines et impacts des politiques de gestion des ressources naturelles à Madagascar. *Schweiz. Z. Fortswes.*, Neuchâtel, vol. 155, n° 11, p. 467-475.

**Serpantié G., Rasolofoharinoro et Carrière S., eds.**, 2007 - *Transitions agraires, dynamiques écologiques et conservation. Le « corridor » Ranomafana-Andringitra, Madagascar*. Antananarivo: CITE et Institut de Recherche pour le Développement (IRD), 274 p.

**Weber J.**, 1998 - Perspectives de gestion patrimoniale des ressources renouvelables. In : Lavigne Delville Ph., ed. - *Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ?* Paris : Karthala, 744 p.

**Wilshusen P.R.**, 2003 - Exploring the political contours of conservation: a conceptual view of power in practice. In: Brechin S. *et al.*, eds. - *Contested Nature: promoting international biodiversity with social justice in the XXI<sup>st</sup> century*. Albany: State University of New York Press.

---

## Résumé

---

Les politiques malgaches de conservation de la biodiversité se sont renouvelées depuis les années 1990 par une intégration localisée des modes de gouvernance de l'accès aux ressources. La contractualisation locale se traduit par la requalification de territoires de conservation, sur des espaces réglementés voués à la protection de la biodiversité, et pour ce faire, de savoirs et de pratiques. Les dispositifs collectifs de gouvernance de l'accès aux ressources, mis en place par les Transferts de Gestion des Ressources Naturelles Renouvelables (TGRNR), qualifient de nouveaux territoires pour lesquels les différents groupes en présence, pourtant réunis en une COmmunauté de BAse (COBA), n'ont pas les mêmes possibilités pour l'accès aux ressources, leur contrôle et leur usage.

Cet article s'appuie sur quatre cas de gestion contractualisée des forêts (GCF) situés dans le nord du massif forestier appelé « corridor », à l'est de Fianarantsoa. Récents, car le transfert de gestion date de 2003, ils représentent un exemple de gouvernance environnementale locale. L'analyse porte sur ce dispositif dissymétrique et imposé dont l'appropriation locale reste difficile.

**MOTS-CLÉS :** Madagascar, région de Fianarantsoa, politique environnementale, biodiversité, conservation, gouvernance, contractualisation, territoires, acteurs.

---

## Abstract

---

### **Contract-based Forest Management (GCF) in the lands of Betsileo and Tanala, Madagascar : A dissymmetrical system**

*Malagasy policies regarding biodiversity conservation have been renewed since the 1990's through local forms of governance concerning access to natural resources : local transfer contracts, notably the TGRNR (Transfers of Management of Renewable Natural Resources). The transfer of management by contract to the local population, actors forming a COBA or a basic community, has caused a re-definition of conservation territories over regulated spaces devoted to the protection of biodiversity, and, to this end, the re-definition of the kinds of knowledge and practices.*

*Our research bears on the restructuring and reconfiguration process of the territories connected to the creation of forest spaces with community management set up by the management transfers with biodiversity conservation as its objective. It was conducted in four rural territories in the north of the corridor, listed in the territorial redefinition and reconfiguration procedures for the Contract-based Forest Management (GCF). The emphasize in this text is devoted to a description of the dissymmetry, if not asymmetry, in the management transfer contracts at different levels.*

**KEYWORDS :** Madagascar, Fianarantsoa Region, Policies, Biodiversity, Conservation, Governance, Contracts, Territories, Actors.

